

# La Birmanie a changé, mais pas son armée

vendredi 26 février 2021, par [LINTNER Bertil](#) (Date de rédaction antérieure : 23 février 2021).

**L'armée birmane a cherché à préserver ses acquis menacés par l'évolution rapide de la société durant une décennie de transition. Mais recourir à la brutalité comme dans le passé sera-t-il aussi efficace qu'autrefois ? se demande *Asia Times Online*.**

Même si les généraux birmans parviennent à écraser le mouvement de désobéissance civile qui [s'oppose au coup d'État du 1<sup>er</sup> février](#), il devient de plus en plus manifeste que ces derniers vont devoir gouverner une nation infiniment plus rétive qu'elle ne l'a été par le passé.

De plus, le coup d'État ne pourra que mettre fin à cette vieille légende qui veut que l'armée soit la seule force capable de garantir la cohésion du pays - un mythe national que les militaires ont perpétué dans leur rhétorique, et même dans des musées. En réalité, l'armée est un État dans l'État, et sa nouvelle tentative de museler la démocratie est motivée par des considérations aussi bien économiques que nationalistes.

## Un capitalisme clientéliste mis en péril

*"Le désir de l'armée de s'accrocher au pouvoir est moins une question de patriotisme que de protection des intérêts économiques de l'élite militaire"*, commente Htwe Htwe Thein, née en Birmanie, qui aujourd'hui enseigne à la Curtin University en Australie. Elle poursuit :

"Pendant des décennies, l'armée a amassé une fortune parce qu'elle contrôle la bureaucratie et qu'elle a établi des quasi-monopoles dans des secteurs clés."

Elle affirme par ailleurs que le programme de réformes du gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi, renversé par le coup d'État, menaçait de saper, certes très progressivement, *"un système lucratif de capitalisme clientéliste"*.

Durant les années qui ont précédé la relative ouverture qu'a connue le pays à partir de 2011, deux conglomérats détenus par des militaires - l'Umeh (Union of Myanmar Economic Holdings) et la MEC (Myanmar Economic Corporation) - ont profité de la privatisation des entreprises d'État, lancée dès 1988 (quand l'ancien système socialiste a été abandonné au lendemain d'un soulèvement populaire connu sous le nom de "8888", et qui fut réprimé dans le sang), pour mettre la main sur des actifs publics à des prix défiant toute concurrence.

L'Umeh, la MEC et un groupe assez limité d'hommes d'affaires civils qui leur sont liés - les fameux *cronies* ("acolytes"), comme on les surnomme souvent - ont obtenu des concessions économiques, des propriétés foncières et des contrats lucratifs avec l'État, mais aussi avec des sociétés étrangères. Ces conglomérats et les clients ont tout pris sous leur contrôle, du commerce de la bière et du tabac aux exploitations minières et au bâtiment, en passant par le tourisme et le développement immobilier.

## Changements inexorables devenus menaçants

Si l'armée est restée l'institution la plus puissante du pays, même après l'ouverture politique et économique entamée en 2011, la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi a enclenché un processus prudent mais méthodique de démilitarisation de la Birmanie après avoir remporté une victoire éclatante aux élections de 2015. Selon certaines sources, les généraux redoutaient que la LND ne passe à la vitesse supérieure après son incontestable succès électoral de novembre 2020 [elle a remporté 82 % des voix], ce qui expliquerait en partie les calculs à l'origine du coup d'État.

Le projet de démilitarisation de la société birmane a franchi *"une étape majeure*, poursuit Htwe Htwe Thein, *avec le passage en 2019 du département de l'Administration générale sous contrôle civil*". Jusqu'alors, ce dernier avait été géré par le ministère de l'Intérieur, un des trois ministères totalement contrôlés par l'armée (les deux autres étant ceux de la Défense et ses Affaires frontalières). *"On y a vu le signe d'un affaiblissement de l'emprise de l'armée sur l'administration et la tutelle gouvernementale, deux piliers de sa capacité à accumuler des richesses et à les préserver"*, selon Htwe Htwe Thein.

### **La fable de l'armée garante de l'unité du pays**

Quoi qu'il en soit, les auteurs du coup d'État s'efforcent clairement de parer leur putsch des atours mensongers du nationalisme. C'est dans les années 1990 que Chao Tzang Yawngnwe, le fils du premier président du pays, Sao Shwe Thaik, a commencé à remettre en cause le discours nationaliste selon lequel l'armée était la garante de l'unité du pays. Originaire de l'ethnie shan, ancien combattant de la résistance, il a affirmé dans des articles universitaires que le régime militaire, qui avait pris le pouvoir pour la première fois en 1962 aux dépens d'un gouvernement démocratique certes fragile, mais qui fonctionnait toujours, *"s'était servi de la terreur pour se maintenir au pouvoir"*.

Or, de la répression naît la résistance, et c'est ce qui s'est passé après le putsch de 1962, qui autant que l'on puisse en juger a fissuré le pays plus qu'il ne l'a fédéré. Les insurrections ethniques et politiques qui avaient éclaté peu après l'indépendance en 1948 avant d'être plus ou moins jugulées dès le milieu des années 1950 avaient repris de plus belle après le coup d'État, surtout dans les États Shan [dans l'est du pays] et Kachin [dans le nord du pays]. Les régions du centre, dominées par l'ethnie bamar, avaient quant à elles sombré dans un cycle d'insurrections suivies de massacres commis par les militaires, le premier ayant eu lieu à l'université de Rangoon en juillet 1962, quand des dizaines d'étudiants contestataires avaient été tués. Un autre soulèvement étudiantin, au milieu des années 1970, avait également fait l'objet d'une répression féroce.

### **Cycle de soulèvement populaire et de répression**

Le soulèvement de 1988 contre la dictature militaire, qui avait vu littéralement des millions de gens se révolter dans tout le pays, avait pris fin quand les soldats avaient abattu des milliers de personnes. En 2007, les militaires avaient réprimé sans merci un mouvement pro-démocratie inspiré par des moines bouddhistes et resté dans les mémoires sous le nom de *"révolution de safran"*.

Tous ces mouvements populaires ont été impitoyablement broyés par l'armée. Mais, cette fois, au bout de dix ans d'une plus grande ouverture politique et sociale, les Birmans n'ont plus peur de dire ce qu'ils pensent ni de descendre dans la rue pour montrer qu'ils sont hostiles au coup d'État. Cela vaut particulièrement pour la jeune génération - ou génération Z -, élevée avec un accès libre à Internet, avec des téléphones portables et des réseaux sociaux, qui ont favorisé la formation d'un large éventail d'associations citoyennes.

Le partage sur les réseaux sociaux des activités récentes du mouvement de désobéissance civile

encourage les jeunes manifestants. Il y a peu, quand un véhicule blindé est tombé en panne à Rangoon, la foule s'est moquée des soldats en leur disant : *"Vous voulez qu'on appelle une dépanneuse ? Vous voulez qu'on vous pousse ?"* D'autres chars et blindés se sont retrouvés entourés par des voitures dont les conducteurs klaxonnaient vigoureusement. Des manifestants sont même allés jusqu'à coller des affiches anti-coup d'État sur certains des chars déployés autour de Rangoon. Un slogan que l'on retrouve souvent sur les affiches et les banderoles vise directement le général Min Aung Hlaing, à la tête de la junte baptisée "Conseil d'administration de l'État", et proclame :

"Honte à toi, dictateur. Nous ne te pardonnerons jamais."

### **Vieilles techniques d'intimidation**

Mais, le 12 février, l'armée a montré jusqu'où elle était prête à aller pour protéger son pouvoir et ses richesses quand la nouvelle junte a remis en liberté 23 000 prisonniers de droit commun, dans le but évident de semer le chaos. Peu après cette vague de libérations, les cambriolages, les incendies et le chaos se sont répandus dans Rangoon ainsi que dans d'autres villes, poussant les habitants de plusieurs quartiers à organiser leurs propres patrouilles de volontaires pour défendre leur domicile.

D'autres forces mal intentionnées et proches des militaires seraient à l'œuvre. Selon des sources dignes de foi, la junte chercherait à provoquer des émeutes entre les fidèles de différentes religions afin d'engendrer le désordre, qu'elle estime nécessaire pour justifier son maintien au pouvoir. L'étape suivante pourrait être de conclure des accords avec certains des nombreux groupes ethniques armés du pays pour montrer que les généraux cherchent à garantir la "paix intérieure". C'est avec des accords de ce genre que, dans les années 1990, de nombreux groupes armés avaient été neutralisés en se transformant de fait en entreprises commerciales.

La question est désormais de savoir si Min Aung Hlaing et la hiérarchie de l'armée réussiront à soumettre la rue par la force et la violence. Ce qui est sûr, c'est que la junte est et demeurera isolée et condamnée par la communauté internationale aussi longtemps qu'elle restera aux commandes.

[Lire l'article original](#)

---

### **Bertil Lintner**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

### **P.-S.**

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/coup-detat-la-birmanie-change-mais-pas-son-armee>